



Allocution de François Clavairoly
président de la Fédération protestante de France
à l'occasion de l'inauguration de la plaque commémorative de la
Saint-Barthélemy – Paris, Pont-Neuf

Madame la Maire de Paris, chère Anne Hidalgo,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monseigneur Jérôme Beau, représentant de Monseigneur Pontier,
Monsieur Haïm Korsia, Grand Rabbin de France,
Monsieur Anouar Kbibech, président du CFCM,
Monsieur Olivier Wang-Genh, président de l'Union Bouddhiste de France,
Mesdames et Messieurs les représentants des cultes,
Mesdames et Messieurs les présidents des membres de la Fédération protestante
de France,
Madame Isabelle Sabatier, présidente de la Société de l'Histoire du
Protestantisme Français,
Monsieur le professeur Olivier Millet,
Chers amis,

Je veux tout d'abord vous remercier de l'occasion qui nous est offerte de nous rassembler au Pont Neuf. Je veux également vous dire combien les protestants de France sont à la fois étonnés, et d'une certaine façon heureux,

enfin, de voir que le souvenir des victimes d'un massacre vieux de plusieurs siècles et qui a marqué si durablement la conscience nationale au point que la seule évocation de son nom – la Saint-Barthélemy – suffit à en faire ressentir l'effroi, est désormais inscrit dans la mémoire de Paris. Ils sont étonnés, avec vous, que jamais auparavant cela ne fut fait, et heureux que les faits tragiques que chacun connaît trouvent enfin leur référence à un lieu précis, non pas dans nos esprits seulement, et leur mémoire fragile, ni dans les livres d'histoire qui en parlent si peu, mais dans la ville, ici même, en plein cœur de Paris, par cette plaque gravée et illustrée par les vers d'un poète illustre, Agrippa d'Aubigné.

Vous comprendrez qu'une telle occasion nous place immédiatement devant l'impératif de la pensée et du discernement. Pourquoi, en effet, commémorer ainsi cet événement, et avec tant de retard? Que penser de cette histoire ancienne, et surtout que discerner d'utile et d'intelligible pour nos contemporains, que dire aujourd'hui qui soit audible et recevable, que dire de pertinent à partir de la mémoire de ce traumatisme multiséculaire, qui fasse sens en particulier dans le contexte actuel d'une société troublée et malmenée à l'horizon incertain?

Pour répondre à ces questions, je veux rappeler tout d'abord que nous avons souhaité ensemble donner à cet événement une double dimension: celle de la mémoire, bien évidemment, la mémoire qui nous tourne vers le passé et qui exige des enseignements, et puis surtout celle de la promesse qui nous tourne vers l'avenir, un avenir qui exige des engagements de notre part à tous, ici-même, notamment dans la perspective de l'année 2017 et du demi millénaire de la Réforme.

Entre mémoire et promesse, nous voici donc réunis pour discerner ce qui advient, ce qui attend notre société, et pour comprendre le mieux possible ce qui nous arrive.

Il nous faut alors ici nous souvenir de ce mot de Ricœur sur les bonheurs et les malheurs de la mémoire et sur les tentations et les dérives d'une histoire écrite et racontée dont le récit ne serait pas juste. Il écrivait ceci: le politique commence là où finit la vengeance. Autrement dit, une société apaisée et intelligente, peut apparaître là où les mémoires blessées sont entendues et écoutées, là où les victimes sont reconnues. Et là peut se revivre enfin une histoire qui ne soit pas faite de fraternités assassines mais de fraternités réconciliées. Pour le dire autrement, une société ne peut vivre en colère contre elle-même à l'infini, car alors elle ne peut plus accueillir avec bienveillance chacun de ses membres. Elle fabriquera au contraire des clans, des groupes de pression, des communautés identitaires agressives et prêtes à toutes les surenchères que lui suggère la posture trop commode de victime. Elle créera les conditions de tous les ressentiments et de toutes les revendications égoïstes. Il s'agit par conséquent de se tenir à l'écoute des mémoires humiliées, non

pour le plaisir de l'écoute mais pour avancer ensemble vers plus de fraternité reconnue et de réconciliations à vivre.

La mémoire et l'histoire, donc, ces deux sœurs fausses jumelles, se disputent les honneurs dans nos cœurs, depuis plusieurs siècles. Aujourd'hui encore, il faut bien le reconnaître, le grand récit de la nation, et ce au-delà de la seule question protestante, a parfois laissé sur ses marges bien des victimes anonymes, des vaincus innocents ou des vaincus coupables. Des destins brisés d'hommes et de femmes qui se sont sentis relégués ou qui ont été oubliés et qui ne trouvent pas encore leur place dans la mémoire commune. À cet égard, en ce moment même, les immigrés et les réfugiés que la France accueille et qui s'installeront durablement devront aussi trouver leur place dans ce grand récit.

Il s'agit donc aujourd'hui de vivre la confrontation entre mémoire et histoire sans esprit d'exclusion ou d'excommunication, mais dans un esprit de justice, de réconciliation et de dialogue. La fraternité à construire et à vivre concerne en effet une multiplicité de situations, une diversité d'hommes et de femmes, de toutes cultures et de tous horizons. C'est la raison pour laquelle j'ai aussi souhaité la présence des représentants des différents cultes que je salue fraternellement : catholiques, musulmans, juifs et bouddhistes. Je veux exprimer à chacun d'eux ma joie de les retrouver ici-même, aux côtés de vous, Madame le Maire, et des élus de Paris ici présents.

Et cette salutation me permet d'énoncer le second motif de cette rencontre, à savoir la promesse, une promesse encore inaccomplie à bien des égards, celle d'une société qui accepte de gérer et d'affronter ses différences et ses contradictions non pas dans la violence mais dans le débat et la controverse, et qui accepte de vivre le différend, mais ensemble, sans déchirure ni séparation. Vivre le différend, mais ensemble, telle est d'ailleurs l'expression qu'utilise en forme de définition du protestantisme, le philosophe Olivier Abel.

Car cette société est à inventer et à construire inlassablement ensemble, non pas les uns en guerre contre les autres mais dans un débat qui produit du commun, assumant les divergences. Chacun, ici, peut et doit prendre sa part à ce projet. J'aime rappeler que la France ne serait pas ce qu'elle est, et la Ville de Paris non plus, sans le protestantisme, celui d'hier mais aussi celui d'aujourd'hui, et ce dans tous les domaines de la vie, au plan économique, éthique, politique, artistique, social, culturel et spirituel. Mais il convient de dire la même chose des autres courants de pensée, des autres confessions, des autres acteurs de toutes sortes et de toutes compétences.

Cette promesse, celle que nous nous faisons entre nous, en choisissant d'appartenir à cette société pour en vivre son destin, est toutefois placée sous la menace de plusieurs dangers :

- Tout d'abord celui de la violence. La violence d'une réalité injuste et dure pour les plus vulnérables, une réalité faite d'exclusion pour tant de jeunes

et de pauvres, et de rejet pour tant d'étrangers et de réfugiés qui cherchent un asile sans le trouver.

- Ensuite, le danger de la quête identitaire insatiable et jamais assouvie, autrement dit l'obsession de la réaffirmation convictionnelle permanente qui plaît tant, non seulement aux extrémistes et aux fondamentalistes mais aussi à tous ceux qui se placent dans une logique de conquête, de combat, de compétition politique ou religieuse et qui, peu ou prou, se radicalisent.
- Le danger, enfin, des extrémismes politico-religieux armés et violents comme ceux de Daesh, auxquels nous devons aussi faire face.

Je vous ai vue et entendue, Madame le Maire, dans vos fonctions, en responsabilité, auprès des forces de l'ordre, auprès des victimes et lors des manifestations publiques, exprimer cette résistance face à ces dangers et rappeler cette promesse qui nous tient, notamment à la suite des attentats de janvier et de novembre dernier. Je vous cite :

Nous ne leur ferons pas l'honneur de la peur, mais ils nous trouveront sur nos gardes.

Nous ne leur ferons pas l'honneur de la colère, mais ils nous trouveront implacables.

Nous ne leur ferons pas l'honneur de douter, mais ils nous trouveront attachés à ce dialogue démocratique qu'ils détestent.

C'est à ce dernier point que je voulais en venir, celui de la démocratie, et du dialogue permanent que la démocratie requiert. Vous le savez, les religions sont réalités importantes mais inflammables, et, dans la mesure où elles touchent à des questions intimes ou ultimes, chacune d'entre elles, réactive, se sent très vite concernée, visée, et le dialogue devient chose compliquée. Mais lorsque les religions savent requérir la sagesse et la raison, elles deviennent sources vives et ressources citoyennes. Elles peuvent faire entendre leur parole et leurs questions et elles peuvent entrer dans la grande conversation démocratique du pays et contribuer aux avancées communes. Elles peuvent être parole de paix. C'est sans doute ce qui a fait défaut au XVI^e siècle, quand il était trop tôt pour parler de démocratie, de laïcité, et trop tôt encore pour parler de dialogue œcuménique. C'est ce qui a manqué, trop longtemps, au pays. Mais c'est ce qui risque de manquer encore si les religions sont considérées par certains esprits mal informés comme des agents de l'obscurantisme alors qu'elles contribuent depuis si longtemps et avec tant d'intelligence, à l'humanisation des humains et à la recherche de sens. C'est pourquoi l'événement de ce jour, aussi modeste soit-il, revêt un caractère symbolique : il rappelle à chacun sa place dans le pays, croyant et incroyant, protestant ou fidèle d'une autre confession et que chacun est invité à entrer dans la conversation démocratique avec respect et dignité. Ici se fondent le nécessaire dialogue œcuménique et le dialogue interreligieux, ici trouvent leur pleine justification les efforts communs pour

une société laïque apaisée et juste à laquelle la FPF apporte sa contribution depuis si longtemps.

Et nous comprenons alors que le massacre de la Saint-Barthélemy ne peut pas se laisser réduire à un événement local, à un accident de l'histoire exclusivement parisien, concernant les catholiques et les réformés de 1572 où leurs descendants. Mais c'est bien plutôt le signe tragique d'une impasse dans laquelle tout un pays se trouve enfermé, sans pouvoir en sortir que par ce que l'on peut appeler un crime d'État, ou par une violence finalement réciproque et d'une terrifiante intensité, lorsqu'il ne sait plus s'orienter, ou quand il ne sait plus se parler à lui-même ni se projeter dans un avenir, ou encore parce qu'il ne sait plus inscrire son projet politique dans la perspective d'une promesse.

La promesse, celle qui est devant nous, est donc celle d'une société où l'on doit sans cesse apprendre à se parler, s'écouter et prendre les décisions qui conviennent, et où chacun, à équidistance du pouvoir confié à ceux qui nous représentent, apporte ses rêves et sa contribution. Une société où aucune communauté, aucun courant de pensée, aucune sensibilité ne doit être humiliée ou bafouée, afin que la justice et la paix s'embrassent, comme dit le psaume de la Bible.

La promesse, donc, et l'engagement que la foi imprenable et la spiritualité confiante qui nous animent, puissent donner du souffle à la République qui en manque. Pour finir, je souhaite que la lecture du texte si évocateur de cette plaque, réalisée par le Comité d'Histoire de la Ville de Paris et la Société de l'Histoire du Protestantisme Français que je remercie vivement aujourd'hui pour leur éminente collaboration, résonne dans l'esprit du passant quel qu'il soit comme une alerte, et l'invite à devenir sentinelle à son tour, au service de la paix et de la justice.



LA SAINT BARTHELEMY A PARIS
par François Dubois d'Amboise mort à Genève en 1584